

# «Élection» présidentielle en Biélorussie, 19 décembre 2010

de Corinne Deloy

**ANALYSE**  
1 mois avant  
le scrutin

Le 14 septembre dernier, les députés de la Chambre des représentants de Biélorussie (Palata pratsavitel'ny) votaient à une très large majorité (108 des 110 députés) en faveur d'un simulacre d'élection présidentielle le 19 décembre prochain. Selon toute vraisemblance, l'actuel titulaire du poste, Alexandre Loukachenko, au pouvoir depuis le 20 juillet 1994, devrait être reconduit et probablement dès le 1<sup>er</sup> tour, comme habituellement en Biélorussie! Il devrait cependant avoir un peu plus de difficultés à s'imposer même si les forces de l'opposition, qualifiées d'ennemis du peuple par lui, ne croient pas à l'organisation d'élections libres et transparentes sous son régime dictatorial.

La parodie « élections » est anticipée de 3 mois. Principale raison : les tensions actuelles entre la Biélorussie et la Russie. Moscou reproche à Minsk de ne pas avoir honoré sa promesse en refusant de reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie et d'avoir accordé l'asile à Kurmanbek Bakiev. Début septembre, Alexandre Loukachenko a accusé la Russie d'avoir organisé un attentat contre son ambassade afin de discréditer le régime biélorusse.

« La campagne électorale est construite sur des thématiques antirusse et des accusations directes contre Moscou. Par ses propos, Alexandre Loukachenko n'a pas seulement bafoué les normes diplomatiques mais également celles de la décence humaine » a déclaré le Président russe, Dmitri Medvedev (Russie unie, ER). « Les autorités biélorusses sont connues pour travailler continuellement à créer un ennemi à donner en pâture au peuple. Auparavant, cela a été l'Amérique, puis l'Europe, puis l'Occident en général. Maintenant, il s'agit de la Russie, pays qui a été promu principal ennemi de Minsk » a-t-il ajouté. Il n'a pas hésité à renvoyer Alexandre Loukachenko à ses problèmes intérieurs en lui demandant d'instruire les nombreuses affaires de disparition (ou de morts suspects) qui ont eu lieu dans le pays ces dernières années. Le dernier cas en date est celui d'Oleg Bebenine, journaliste, fondateur et dirigeant du plus important site internet d'opposition biélorusse Charter97.org, âgé de 36 ans, retrouvé pendu

le 3 septembre dernier dans sa datcha. Réagissant à ces propos, Alexandre Loukachenko a, fin septembre, accusé l'administration de Dmitri Medvedev « d'orchestrer un flux de mensonges éhontés, d'absurdités et de désinformation sur la Biélorussie ».

Dans cette bataille entre les deux pays, Moscou possède une arme importante : la richesse de son sous-sol. En effet, Dmitri Medvedev a rappelé à son « homologue » biélorusse que son pays procurait à Minsk pétrole et gaz à des conditions avantageuses (185 \$ les 1000 m3 de gaz) pour 4 milliards \$ par an. La Russie pourrait ainsi revoir à la hausse les prix de son gaz (les 1000 m3 pourraient passer à 200 \$).

Alexandre Loukachenko, qui a promis d'augmenter le salaire moyen en le faisant passer de 430 à 500 \$, a entrevu le mécontentement qu'une hausse des tarifs du gaz (qui intervient généralement en fin d'année et annulerait les effets d'une augmentation des salaires) ne manquerait pas de susciter au sein de la population. Il était donc devenu urgent pour lui d'organiser la pseudo-élection au plus vite.

## La fonction présidentielle

La Biélorussie vit sous un régime autoritaire dans lequel Alexandre Loukachenko détient tous les pouvoirs. Nostalgique de l'ère soviétique et adepte de ses méthodes répressives, il règne en maître absolu sur le pays qu'il dirige d'une main de fer.

## «Élection» présidentielle en Biélorussie, 19 décembre 2010

Le régime biélorusse contrôle les partis politiques – de nombreux opposants politiques sont emprisonnés – les syndicats, les associations, les médias, l'ensemble de l'administration et enfin la société. Le pays détient le triste record du plus grand nombre de résolutions du Parlement européen condamnant les agissements de ses autorités.

Mis au ban de la communauté internationale pour ses atteintes aux droits de l'Homme, Alexandre Loukachenko est interdit de séjour dans l'Union européenne et aux Etats-Unis, il a verrouillé la Biélorussie qu'il a isolée du reste du monde, ayant mis en place une idéologie d'Etat enseignée dans les établissements d'enseignement secondaire et supérieur comme dans les entreprises

En novembre 1996, 2 ans après son accession à la présidence (20 juillet 1994), Alexandre Loukachenko a organisé un référendum lui permettant de prolonger de 2 ans le terme de son mandat et d'élargir ses prérogatives, et ce alors que la loi électorale interdisait toute modification de la Constitution du pays par référendum. Il a été ensuite reconduit à la magistrature suprême pour un mandat de 5 ans, le 9 septembre 2001, dès le 1<sup>er</sup> tour de scrutin avec 75,65% des suffrages contre 15,65% à son principal adversaire, Vladimir Gontcharik. Ce scrutin n'a pas été reconnu comme valide par les observateurs de l'OSCE et a été vivement contesté par l'opposition.

Le 17 octobre 2004, jour où étaient organisées des « élections » législatives, dénoncées comme frauduleuses par les observateurs chargés de surveiller le scrutin, la Constitution lui interdisant de se présenter une 3<sup>e</sup> fois, Alexandre Loukachenko a organisé une nouvelle consultation populaire par laquelle il a obtenu l'adoption d'un amendement à la Constitution levant la limitation du nombre d'élection d'une même personne à la Présidence. Alexandre Loukachenko est donc en lice pour un 4<sup>e</sup> mandat consécutif.

### Les candidats au scrutin

10 personnes sont à ce jour (la clôture des candidatures est fixée au 23 novembre) candidates :

- Alexandre Loukachenko, au pouvoir depuis le 20 juillet 1994 ;
- Vladimir Nekliaiev, 64 ans, poète et leader du mouvement « *Dis la vérité !* », vu comme le seul véritable adversaire. Allié d'Alexandre Loukachenko lors de son 1<sup>er</sup> mandat, il s'est ensuite exilé à l'étranger et, durant 5 ans, a vécu en Finlande et en Pologne. « *Je suis là pour vous apporter la victoire* » est le slogan choisi par

celui qui a déclaré avoir décidé de participer au scrutin en raison du manque de perspectives des opposants à Loukachenko ;

- Ryhor Kastusyow, président du Front populaire ;
- Dmitri Us, directeur de la société Tryvium ;
- Nikolai Statkevich, co-fondateur du Parti social démocrate ;
- Jaroslav Romantchouk, 44 ans, économiste et vice-président du Parti de l'unité civile ;
- Vitali Rimachevski, co-président du Parti de la démocratie chrétienne ;
- Andreï Sannikov, leader de Biélorussie européenne, mouvement créé en 2008 pour faire avancer la cause de l'adhésion de Minsk à l'UE ;
- Alexeï Mikhalevich, avocat et membre de l'Union de la modernisation ;
- Viktor Terechtchenko, ancien chef de l'institut international du management de Minsk, président du Conseil de l'Association des petites et moyennes entreprises, candidat malheureux aux précédents scrutins de 1994 et 2001.

Toute personne souhaitant participer au « scrutin » doit obligatoirement recueillir les signatures de 100 000 électeurs pour être enregistrée de façon officielle.

Alexandre Milinkevitch, président du Mouvement pour la liberté, candidat unique de l'opposition démocratique lors du scrutin du 19 mars 2006 (officiellement, il a recueilli 6% des suffrages mais a toujours affirmé avoir obtenu 18% des voix), a choisi de ne pas être candidat. « Je ne veux pas être un simple figurant et je ne peux pas participer à des élections qui ne sont pas transparentes » a déclaré celui à qui le Parlement européen a décerné le prix Sakharov pour la liberté d'expression en 2006 et qui, en refusant de participer, souhaite mettre l'accent sur l'illégitimité du vote.

Alexandre Milinkevitch considère le scrutin de 2010 très différent de celui de 2006. « *En 2006, le pouvoir était plus fort et il n'y avait pas de conflit avec la Russie. Aujourd'hui, Alexandre Loukachenko est plus faible que jamais, l'économie est au bord du gouffre et nous sommes en guerre de l'information avec la Russie* » a-t-il souligné.

Alexandre Milinkevitch regrette la division de l'opposition qui, selon lui, a perdu de l'influence depuis 2007, année où les luttes internes ont débuté. « La désunion de l'opposition est la raison principale pour laquelle j'ai refusé de participer au scrutin présidentiel. Les Biélorusses le perçoivent de façon négative, ce qui veut

dire que nous ne parviendrons pas à mobiliser les électeurs » a-t-il déclaré.

Alexandre Milinkevitch s'attend à la victoire d'Alexandre Loukachenko le 19 décembre, qu'il qualifie d'ores et déjà d'illégitime. Il soutiendra le candidat qui lui semblera le plus engagé en faveur d'un rapprochement de la Biélorussie avec l'Union européenne.

Début novembre, Guido Westerwelle (Parti démocrate-libéral, FDP) et Radoslaw Sikorski (Plateforme civique, PO), respectivement ministres des Affaires étrangères d'Allemagne et de Pologne, se sont rendus à Minsk et ont rencontré Alexandre Loukachenko. « *La voie de la Biélorussie vers l'Europe passe par la tenue d'une élection présidentielle honnête et libre* » ont-ils déclaré. « Nous constatons l'absence de conditions pour des élections démocratiques en Biélorussie » a indiqué Ronald Pofalla, chef de la Chancellerie allemande.

Pourtant, Alexandre Loukachenko a réaffirmé sa volonté de collaborer avec l'Europe indiquant que son pays avait besoin de l'Europe et que l'Europe avait également besoin de la Biélorussie. « *Les démarches entreprises par l'Union européenne ne contribuent pas à l'amélioration rapide des relations : je parle des sanctions et des restrictions économiques. Ces méthodes devraient être abandonnées* » a-t-il indiqué. Bruxelles a assoupli en

octobre dernier les restrictions pesant sur les visas de plusieurs personnalités biélorusses.

Le comportement des autorités biélorusses, prises entre tensions avec leur voisin russe et leur besoin de reconnaissance internationale, à l'égard de l'opposition s'est légèrement assoupli. Ainsi, les candidats n'ont pas rencontré de problèmes particuliers pour recueillir les signatures d'électeurs indispensables pour leur enregistrement auprès de la Commission électorale centrale. En outre, celle-ci a adopté le 5 novembre dernier une résolution autorisant les candidats à lever des fonds pour leur campagne. L'argent dont ils disposeront pourra être utilisé pour acheter du temps d'antenne à la télévision ou à la radio, dans les journaux, louer des bureaux, régler les frais de transport ou d'équipement, etc.

Les partis d'opposition, très divisés, sont peu soutenus par l'opinion publique qui voit en Alexandre Loukachenko un élément de stabilité indispensable au pays. Le 25 avril dernier ont eu lieu des élections locales. Parmi les 25 035 personnes en lice, seules 240 étaient des candidates de l'opposition. Aucune n'a été élue.

À un mois du scrutin, personne n'envisage qu'Alexandre Loukachenko ne soit pas reconduit à la tête de la Biélorussie le 19 décembre prochain.

#### Rappel des résultats du scrutin du 19 mars 2006 en Biélorussie

Participation : 92,6%

Candidats	Pourcentage des suffrages obtenus
Alexandre Loukachenko	82,6
Alexandre Milinkevitch (Forces démocratiques unifiées)	6
Sergueï Gaïdoukevitch (Parti libéral-démocrate)	3,5
Alexandre Kazouline (Parti social-démocrate)	2,3

Source : BBC

## «Élection» présidentielle en Biélorussie, Le point à une semaine du scrutin

Les Biélorusses sont appelés le 19 décembre à désigner leur «président»! 16 personnes ont postulé mais seules 10 ont réussi à recueillir les 100 000 signatures obligatoires pour se présenter. Il s'agit de:

**J-7**  
7 jours avant  
le scrutin

- L'actuel titulaire, Alexandre Loukachenko, au pouvoir depuis le 20 juillet 1994 ;
- Vladimir Nekliaiev ;
- Jaroslav Romantchouk, vice-président du Parti de l'unité civile ;
- Andreï Sannikov, leader de Biélorussie européenne ;
- Viktor Terechtchenko, président du Conseil de l'Association des petites et moyennes entreprises ;
- Ryhor Kastusyow, président du Front populaire ;
- Dmitri Us, directeur de l'entreprise Tryvium ;
- Nikolai Statkevich, co-fondateur du Parti social démocrate ;
- Vitali Rimachevski, coprésident du Parti de la démocratie chrétienne ;
- Alexeï Mikhalevich, avocat et membre de l'Union de la modernisation.

Un millier d'observateurs internationaux sont attendus dont 400 appartenant à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui seront conduits par Geert-Hinrich Ahrens. 5000 Biélorusses surveilleront également le déroulement du scrutin. Le droit des observateurs internationaux a été élargi, la Commission électorale ayant adopté un décret selon lequel ils pourront désormais assister au dépouillement des bulletins de vote !

Autre nouveauté : entre le 22 novembre et le 3 décembre, chaque candidat aura l'occasion d'exposer son programme à la télévision et à la radio durant deux fois 30 minutes. Loukachenko, omniprésent dans les médias, a décidé de ne pas utiliser ce temps de parole ! Aucune arrestation n'a été signalée le 24 novembre dernier après qu'environ 1000 personnes représentant une partie des forces de l'opposition se sont rassemblées sur la place Kastychnitskaya à Minsk pour réclamer la tenue d'une vraie élection conforme aux règles démocratiques. « *Nous sommes venus pour que vous puissiez gagner* » a déclaré Vladimir Nekliaiev. Vitali Rimachevski et Nikolai Statkevich ont participé à ce rassemblement alors que Andreï Sannikov et Alexeï Mikhalevich ont préféré s'abstenir. Nikolai Statkevich a présenté les 3 exigences des manifestants : le droit de chaque candidat de disposer d'un représentant à la Commission électorale (actuellement, moins de 1% des responsables des commissions électorales locales appartiennent à des organisations de l'opposition), le décompte public des suffrages et la suppression du vote par anticipation dénoncé comme moyen de falsification des résultats ! La loi électorale autorise en effet les Biélorusses à accomplir leur devoir civique de façon anticipée durant les 5 jours précédant le scrutin. Ce vote par anticipation a été supprimé en Ukraine et en

Géorgie après les révolutions de couleur. « *Je dispose d'un taux d'approbation de 70% tandis que l'opposition est à 1,5%, pourquoi aurais-je besoin de frauder ?* » répète Alexandre Loukachenko.

L'Union européenne a déclaré qu'elle accorderait 3 milliards € à la Biélorussie si « l'élection » présidentielle était démocratique.

Face à Loukachenko, l'opposition est désunie ; les 9 autres candidats proposent des programmes différents. Jaroslav Romantchouk, qui affirme être le seul économiste professionnel et disposer d'une équipe de réformateurs professionnels, a promis de créer un million d'emplois en cas de victoire. Il a précisé qu'il commanditerait une enquête sur la disparition des opposants durant le règne d'Alexandre Loukachenko. Andreï Sannikov promet de nombreux changements en cas de victoire : une réelle séparation des pouvoirs, une modification du code électoral, l'organisation d'élections locales libres, l'indépendance de la justice et du Parlement, l'amélioration du secteur privé, l'augmentation de l'allocation accordée à la naissance d'un enfant, la baisse des prix du logement, la hausse des pensions de retraite et la modernisation de l'économie. Il promet l'entrée de la Biélorussie dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans les 2 ans à venir et, à terme, au sein de l'Union européenne. Andreï Sannikov est opposé à l'adhésion de son pays à l'OTAN mais souhaite réduire la durée du service militaire à un an (elle est actuellement de 18 mois et de 12 mois pour les diplômés universitaires). « *Il est honteux pour notre pays d'être qualifié de dernière dictature d'Europe. Nous avons une chance historique de nous débarrasser de ce régime odieux et de vivre dans un pays européen indépendant* » a-t-il affirmé. Il veut supprimer les cours d'idéologie d'Etat dispensés dans les éta-

blissements d'enseignement secondaire et supérieur et dans les entreprises. « *Le pays a besoin de patriotes et de citoyens plus que d'esclaves obéissants* » a-t-il souligné se déclarant certain de la défaite d'Alexandre Loukachenko.

Fait notable : son programme a été publié dans les journaux d'Etat. Mais 3 journaux ont refusé de publier le programme de Dmitri Us. Celui-ci affirme que le système électoral biélorusse est identique à celui de l'Allemagne des années 1930.

Vladimir Nekliaiev et Andreï Sannikov ont déclaré qu'ils allaient former un bloc électoral pour lutter contre les fraudes électorales. « *Nous ne ferons rien l'un contre l'autre* » a souligné Vladimir Nekliaiev qui a répété qu'il avait choisi de faire de la politique parce que « *la poésie ne peut changer la vie, juste la rendre plus belle, et je veux changer et améliorer la vie. Je sais que cela peut être réalisé* ». Vladimir Nekliaiev a indiqué qu'il offrirait 19 000 € aux familles pour la naissance d'un enfant et qu'il consacrerait sa première loi aux petites et moyennes entreprises.

Alexandre Loukachenko continue à affirmer que les forces de l'opposition sont financées par l'étranger, notamment par la France, la Lituanie, la Pologne et l'Allemagne. « *Nous le savons, Andreï Sannikov et Vladimir Nekliaiev sont financés par la Russie* » a-t-il déclaré au quotidien français Le Figaro le 29 novembre dernier.

Les relations entre Minsk et Moscou sont depuis quelques mois très tendues. « *Alexandre Loukachenko n'a pas seulement bafoué les normes diplomatiques mais également celles de la décence humaine* » a déclaré le Président russe, Dmitri Medvedev après que le satellite biélorusse avait accusé Moscou d'avoir organisé un attentat à l'aide de cocktails molotov contre son ambassade de Minsk pour discréditer son régime. Fin septembre dernier, Alexandre Loukachenko avait affir-

mé que l'administration de Dmitri Medvedev « *orchestre un flux de mensonges éhontés, d'absurdités et de désinformation sur la Biélorussie* ».

Moscou exige de son étranger proche la plus grande loyauté et reproche à Minsk de ne pas avoir honoré sa promesse en refusant de reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie et en accordant l'asile à Kurmanbek Bakiev, ancien Président de la République du Kirghizistan (2005-2010), contraint à la démission le 15 avril dernier. Les autorités russes considèrent que la présence de leaders autocrates hostiles à toute réforme dans les pays voisins réduit leurs marges de manœuvre. Cependant, nul ne pense Moscou capable de remettre en cause la légitimité d'Alexandre Loukachenko si, comme attendu, celui-ci remporte le soi-disant scrutin. La Russie n'a d'ailleurs pas choisi de soutenir un candidat de l'opposition. Dans ce contexte de tension entre les deux Etats, tous les candidats de l'opposition se présentent comme des amis de la Russie, la population biélorusse étant traditionnellement très russophile.

Alexandre Loukachenko n'a pas de véritable challenger. La seule vraie menace réside dans le taux de participation. Il bénéficie d'une forte popularité dans les parties rurales de la Biélorussie et parmi les personnes les plus âgées qui sont les plus nombreuses à voter. « *Si Alexandre Loukachenko est au pouvoir, c'est parce que lorsqu'il fait une promesse, il la tient en toutes circonstances. Les gens le savent et l'apprécient* » affirme le dictateur.

Toutes les enquêtes d'opinion prévoient sa victoire le 19 décembre. L'économiste Jaroslav Romantchouk devrait arriver en 2<sup>e</sup> position, suivi par Andreï Sannikov puis Vladimir Nekliaiev selon un sondage réalisé par l'institut ukrainien, le Socium research center.

## «Élection» présidentielle en Biélorussie, 19 décembre 2010

**Sans surprise, Alexandre Loukachenko conserve son poste. Plusieurs candidats de l'opposition sont emprisonnés après une manifestation dénonçant les fraudes.**

RÉSULTATS

«Élection» présidentielle en Biélorussie,  
19 décembre 2010

---

Comme attendu, Alexandre Loukachenko a remporté dès le 1er tour le pseudo-scrutin qui s'est déroulé le 19 décembre avec 79,7% des suffrages. Il devance l'ancien vice-ministre des Affaires étrangères et leader de Biélorussie européenne, Andreï Sannikov, et le poète et leader du mouvement Govori Pravdou (« Dis la vérité ! »), Vladimir Nekliaev, qui recueillent chacun 6,1% ! Aucun des 7 autres candidats ne recueille plus de 5% des suffrages !

La participation s'est élevée à 90,66%, soit très légèrement au-dessous de celle enregistrée lors du pseudo-scrutin du 19 mars 2006 (- 1,9 point).

Au pouvoir depuis 1994, Alexandre Loukachenko rempile pour la 4<sup>e</sup> fois consécutive! Il obtient un résultat inférieur de 2,9 points par rapport à mars 2006. « *Le dépouillement des bulletins ne sera probablement pas juste et transparent. Mais, et c'est un élément essentiel, si Alexandre Loukachenko est déclaré vainqueur avec environ 50% des suffrages, cela paraîtra crédible. En revanche, un résultat de 75% des voix ou plus pourrait inciter les partisans de l'opposition à braver des températures glaciales pour manifester contre les résultats* » avait déclaré Arkady Moshes, analyste de l'Institut finlandais des affaires internationales avant le 19 décembre.

A l'appel de 7 des candidats de l'opposition qui souhaitent protester contre la victoire attendue d'Alexandre Loukachenko, environ 10 000 personnes se sont rassemblées aux abords de la place d'Octobre à Minsk brandissant des drapeaux rouge et blanc de la Biélorussie et ceux bleu et or de l'Union européenne et scandant « *Pour la liberté !* » et « *Vive la Biélorussie !* » mais aussi « *Des élections sans Loukachenko* » et « *Pars, pars* » à l'adresse du dictateur.

« *Ne vous inquiétez pas, il n'y aura personne sur la place d'Octobre ce soir* » avait déclaré Alexandre Loukachenko plus tôt dans la journée, ajoutant « *On ne peut absolument pas parler de falsification du scrutin* ». L'opposition a pourtant dénoncé des fraudes massives dans les bulletins des électeurs (estimés à environ un tiers des votants, 31,3% en 2006) qui ont rempli leur devoir civique par anticipation, soit pendant les 5 jours précédant le scrutin. Le vote par anticipation échappe au contrôle des observateurs internationaux.

« *C'est ici que la Biélorussie a déclaré son indépendance en 1991 et c'est ici que la dictature d'Alexandre Loukachenko va tomber aujourd'hui. Alexandre Loukachenko n'a pas gagné l'élection, il ne peut pas devenir Président de la République. C'est un usurpateur. A Minsk,*

*il n'a remporté que 25% des voix. Il faut organiser un 2nd tour* » a déclaré Andreï Sannikov. La police anti-émeute, qui avait été mise en état d'alerte renforcée, a violemment dispersé les manifestants dont certains tentaient de prendre d'assaut le siège de la Présidence s'attaquant aux portes et aux fenêtres. Plusieurs centaines de personnes ont été interpellées. Deux candidats ont été blessés : Vitali Rimachevski, coprésident du Parti de la démocratie chrétienne, a été hospitalisé après avoir été blessé à la tête pendant la charge policière et Vladimir Nekliaev, souffrant d'un traumatisme crânien, a été évacué par ambulance. « *Cette élection est frauduleuse. Un vote libre est impossible sous cette dictature* » avait-il déclaré.

7 des 9 candidats de l'opposition – Vladimir Nekliaïev, Andreï Sannikov, Nikolai Statkevitch (Parti social démocrate), Ryhor Kastusyow (Front populaire), Vitali Rimachevski (Parti de la démocratie chrétienne), Grigori Kostoussev (Parti libéral-démocrate), Alexei Mikhalevich (Union de la modernisation) et Dmitri Us (directeur de la société Tryvium) – ont été arrêtés et emprisonnés !

Le président du Parlement européen, Jerzy Buzek, a condamné « *la lâche attaque* » dont a été victime Vladimir Nekliaïev et la Haute représentante, Catherine Ashton, a condamné la violence utilisée contre l'opposition . Les Etats-Unis ont dénoncé le recours à la force des autorités. « *Les Etats-Unis condamnent fermement la violence lors du scrutin en Biélorussie. Nous sommes particulièrement inquiets du recours excessif à la force par les autorités, notamment envers plusieurs candidats battus et interpellés, ainsi que de la violence à l'égard des journalistes et des membres de la société civile. Nous appelons le gouvernement de Biélorussie à faire preuve de retenue lors de la suite du processus électoral, qui ne doit pas être marqué par davantage d'intimidations et de violence* » indique l'ambassade

américaine à Minsk. En mars 2006, les manifestants avaient planté des tentes sur la place d'Octobre avant d'en être délogés 5 jours plus tard par les forces de police. Certaines personnes avaient été ensuite emprisonnées.

Le déroulement du pseudo-scrutin, l'ampleur de la victoire d'Alexandre Loukachenko et sa gestion des manifestations de l'opposition pourraient être déterminants dans l'évolution des relations de la Biélorussie avec l'Union européenne. Alexandre Loukachenko se montre d'autant plus soucieux de donner des gages à l'Union européenne que les relations entre Minsk et Moscou se sont tendues durant les derniers mois. « *Nous voulons réagir aux commentaires des journalistes occidentaux qui qualifient notre Chef de l'Etat de dernier dictateur d'Europe* » a déclaré Pavel Legky, porte-parole de la Présidence. Alexandre Loukachenko est en effet interdit de séjour dans l'Union européenne et aux Etats-Unis depuis 2002 en raison de ses atteintes répétées aux droits de l'Homme. La Biélorussie détient le triste record du plus grand nombre de résolutions du Parlement européen condamnant les agissements de ses autorités. Son statut d'invité spécial au Conseil de l'Europe est suspendu depuis 1997.

Avant la fermeture des bureaux de vote, Geert-Hinrich Ahrens, chef des 400 observateurs de l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE), a déclaré que le scrutin s'était déroulé dans de « *meilleures conditions que celui du 19 mars 2006* ».

Si la campagne a été un peu plus libre que celle du précédent scrutin du même type en 2006, les opposants et de nombreux analystes politiques estiment qu'il ne s'agissait que d'un semblant de démocratie dans le but d'obtenir un satisfecit des observateurs de l'OSCE et que cette libéralisation toute relative n'excèdera pas le temps du scrutin. « *C'est du théâtre. Derrière la scène, on assiste à un durcissement du régime* » a affirmé le sociologue Oleg Manaev.

Le 24 novembre, environ 1000 personnes représentant une partie des forces de l'opposition se sont rassemblées pour réclamer la tenue d'une vraie élection présidentielle conforme aux règles démocratiques sur la place Kastychnitskaya (de l'indépendance) à Minsk et aucune arrestation n'a été signalée alors que la manifestation était interdite. Tous les candidats ont été autorisés à s'exprimer durant deux fois 30 minutes à

la télévision et à la radio où Andreï Sannikov a pu appeler les Biélorusses à « *chasser le cochon du jardin* ». « *L'exécutif a facilité la prise de parole des candidats et les citoyens biélorusses ont découvert la politique* » s'est félicité Viktor Terechtchenko, ancien directeur de l'institut international du management de Minsk et actuel président du Conseil de l'Association des petites et moyennes entreprises. Pour la première fois, le droit des observateurs internationaux a été élargi, la Commission électorale ayant adopté un décret les autorisant à assister au dépouillement des bulletins de vote. Alexandre Loukachenko, âgé de 56 ans, originaire de Vitebsk, est diplômé de la faculté d'Histoire de Moguilev et de l'Académie d'agriculture. Ancien professeur d'idéologie communiste de l'Armée rouge et ex-commissaire politique chez les garde-frontières, il devient responsable de sovkhoze (ferme collective) en 1987. Elu député du Soviet suprême de la Biélorussie soviétique en 1991 (il a été le seul membre du Parlement biélorusse à voter contre le traité dissolvant l'Union soviétique), il est nommé deux ans plus tard président de la commission parlementaire anti-corruption du Soviet suprême de Biélorussie. Le 20 juillet 1994, il devient Président de la République. Deux ans plus tard alors que la loi biélorusse interdit toute modification de la Constitution par référendum, Alexandre Loukachenko organise une consultation populaire lui permettant de prolonger de deux ans le terme de son premier mandat (qui s'est donc achevé en 2001) et d'élargir ses prérogatives. Il sera redésigné à la tête de l'Etat au 1<sup>er</sup> tour le 9 septembre 2001 pour un mandat de 5 ans par 75,65% des suffrages, contre 15,65% des voix à son principal adversaire, Vladimir Gontcharik. Ce scrutin, dont les résultats ont été vivement contestés par l'opposition, n'a pas été reconnu par les observateurs de l'OSCE.

La Constitution biélorusse lui interdisant de se présenter pour un 3<sup>e</sup> mandat consécutif, Alexandre Loukachenko a organisé le 17 octobre 2004, jour des dernières « élections » législatives (dénoncées comme frauduleuses par les observateurs chargés de veiller sur la transparence et l'honnêteté du scrutin), un 2<sup>e</sup> référendum afin de se maintenir au pouvoir. Par une nouvelle consultation populaire illégitime et selon des résultats jugés falsifiés par l'ensemble des organisations internationales chargées d'observer le scru-

«Élection» présidentielle en Biélorussie,  
19 décembre 2010

---

tin, Loukachenko a obtenu par 77,3% des suffrages l'adoption d'un amendement à la Constitution levant la limitation du nombre de réélection à la Présidence de la République pour une seule et même personne. Alexandre Loukachenko a donc été re-redésigné le 19 mars 2006 contre Alexandre Milinkievitch, à qui le Prix Sakharov du Parlement européen a été décerné la même année. Ce pseudo-scrutin comme tous ceux organisés sous son règne a été déclaré non conforme aux normes démocratiques internationales.

Les Biélorusses démarreront l'année 2011 comme les 14 précédentes avec Alexandre Loukachenko à la tête du pays. « *Il y aura certainement des changements politiques... mais le pouvoir ne changera pas en Biélorussie* » avait-il prévenu quelques jours avant le pseudo-scrutin. Interrogé par un journaliste sur son éventuelle collaboration avec les forces de l'opposition, il a répondu qu'il discuterait avec les gens « *normaux* » mais pas avec les « *bandits* ».

## DERNIÈRES PUBLICATIONS DE LA FONDATION

**Clivages et compromis politiques au Parlement européen : comment vote-t-on à Strasbourg?** Question d'Europe n°190 - 20/12/2010 - Thierry Chopin, Camille Lépinay

---

**"L'euro n'existe pas politiquement, il faudra bien qu'une autorité politique parle de l'euro".** Entretien d'Europe n°51 - 08/11/2010 - Jean-Paul Betbèze

---

**Élections Législatives au Kosovo** - Résultats - 12 décembre 2010

---

**For Europe** - 1<sup>ère</sup> Edition - Editeur : Nagel

---

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
**[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)**

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.